



HAL
open science

Par delà le premier ancêtre – Les généalogies truquées dans le Japon prémoderne (XVIe – XIXe siècles)

Guillaume Carré

► To cite this version:

Guillaume Carré. Par delà le premier ancêtre – Les généalogies truquées dans le Japon prémoderne (XVIe – XIXe siècles). *Extrême-Orient Extrême-Occident*, 2010, 32 (32), pp.62-87. <10.4000/extremeorient.104>. <halshs-00525892>

HAL Id: halshs-00525892

<https://shs.hal.science/halshs-00525892v1>

Submitted on 12 Dec 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY-NC-ND 4.0 - Attribution - Non-commercial use - No Derivative Works - International License

Par delà le premier ancêtre. Les généalogies truquées dans le Japon prémoderne (XVI^e-XIX^e siècles)

Beyond the First Ancestor – Falsified Genealogies in Premodern Japan (16th – 19th Century)

Guillaume Carré



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/extremeorient/104>

DOI : 10.4000/extremeorient.104

ISSN : 2108-7105

Éditeur

Presses universitaires de Vincennes

Édition imprimée

Date de publication : 1 octobre 2010

Pagination : 61-87

ISBN : 978-2-84292-263-4

ISSN : 0754-5010

Référence électronique

Guillaume Carré, « Par delà le premier ancêtre. Les généalogies truquées dans le Japon prémoderne (xvi^e-xix^e siècles) », *Extrême-Orient Extrême-Occident* [En ligne], 32 | 2010, mis en ligne le 01 octobre 2013, consulté le 20 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/extremeorient/104> ; DOI : 10.4000/extremeorient.104

Par delà le premier ancêtre **Les généalogies truquées dans le Japon prémoderne** **(xvi^e-xix^e siècles)**

Guillaume Carré

C'est un lieu commun fréquemment répété d'affirmer que durant la période d'Edo 江戸 (1600-1868), seuls les membres des aristocraties guerrières et curiales portaient des noms de famille, alors que le reste de la population devait se contenter de noms personnels, ou éventuellement d'appellations commerciales (*yagô* 屋号) pour les marchands. Et on affirme donc sans précaution que la généralisation des patronymes aux autres catégories de la population ne remonte qu'à l'introduction d'un système moderne d'état-civil pendant l'ère Meiji 明治 (1868-1912). Mais il suffit de consulter n'importe quel fond d'archives familiales ou villageoises pour comprendre combien cette opinion est inexacte¹. Car il est fréquent de trouver dans des maisons paysannes ou marchandes des «généalogies» confectionnées sous le shogounat des Tokugawa 徳川幕府 qui exposent les origines d'une lignée roturière et justifient la transmission d'un nom de famille en son sein. Ces documents se présentent sous forme de notes biographiques (*yuishogaki* 由緒書) ou d'arbres généalogiques (*keizu* 系図); toutefois, dans bien des cas, les renseignements qu'ils nous donnent perdent en crédibilité au fur et à mesure que les lignages remontent jusqu'au Moyen Âge, au-delà de la réunification du pays à la fin du xvi^e siècle, et leur utilisation pose de nombreux problèmes aux historiens.

En effet, les généalogies truquées abondaient dans le Japon de l'époque d'Edo, et elles ne concernaient pas seulement quelques milieux de parvenus avides de donner du lustre à leurs origines. Il faut dire que l'exemple venait de haut, puisqu'il en allait de même pour bon nombre de maisons seigneuriales, et non des moins illustres. En fait, à la fin du régime des Tokugawa, la confection de généalogies s'est généralisée dans la population, pour des familles ou des individus, mais aussi pour les groupes sociaux les plus divers, villages, corps

1. Sur l'histoire complexe des noms de famille au Japon, on consultera Toyoda Takeshi, *Myôji no rekishi*, Tokyo, Chûô Kôronsha, 1931.

de métier, et jusqu'à des catégories victimes d'une stigmatisation sociale, qui déployaient l'histoire de leurs origines dans des exposés parfois aussi étoffés qu'in vraisemblables. La volonté de s'affirmer en empruntant un surcroît de mérite à ses ancêtres, et même – pourquoi pas ? – en empruntant des ancêtres, n'est certes pas un phénomène propre au Japon. Cependant, l'époque d'Edo nous offre une opportunité d'observer quels processus historiques reconfigurèrent ces représentations de l'identité personnelle, et les popularisèrent au point de pousser les individus à inventer du passé, voire à fabriquer de toutes pièces des preuves, afin que ces reconstructions paraissent plus crédibles, ou du moins, puissent persuader tous ceux qui ne demandaient qu'à l'être.

Adopter ses ancêtres

La falsification des généalogies au Japon n'est bien entendu pas apparue avec la période d'Edo. À vrai dire, on en repère des exemples dès les balbutiements de la culture écrite, puisque les premières œuvres japonaises couchées sur papier qui nous soient parvenues, le *Kojiki* 古事記 et le *Nihon-shoki* 日本書紀 (VIII^e siècle), étaient des exposés mythologiques et historiques organisés autour d'un lignage, celui des souverains du pays : premières généalogies, et premières généalogies arrangées, avec de nombreuses anomalies destinées à relier le temps des dieux et le temps des hommes, à incorporer des épisodes légendaires, où à réécrire une histoire dont la réalité échappait même aux rédacteurs. Pour les périodes de Nara et de Heian (du VIII^e au XII^e siècle), nous sommes assez bien renseignés sur les filiations au sein des grandes familles de l'aristocratie curiale, au moins pour la gent masculine, grâce au soin apporté dans ce groupe social à la conservation de la mémoire de ses origines et de ses ramifications. Au fur et à mesure que s'affirmait la mainmise de quelques grands lignages, à commencer par les Fujiwara 藤原, sur l'appareil politique du régime curial antique, l'exercice de certaines charges, avec les honneurs et le rang afférents, s'attacha progressivement à quelques noms de clans (*kabane* 姓)² bien déterminés. Avec l'avènement du shogunat, il en alla de même pour le titre de shōgun : comme le fondateur de ce nouveau régime de gouvernement, Minamoto no Yoritomo 源頼朝, était issu du lignage Genji 源氏, on finit par estimer à partir de l'époque Muromachi 室町 (XIV^e-XVI^e siècles) que cette origine familiale était indispensable pour prétendre à cette fonction. En somme, au cours

2. Le *kabane* 姓 est un nom délivré par le Tennō, déterminant l'identité des clans qui structuraient le système politique curial de l'Antiquité (VII^e-XII^e siècles). Les noms des grands lignages de l'époque de Heian, Fujiwara, Minamoto (ou Genji), Taira (ou Heiji) sont tous des *kabane*.

des périodes antique et médiévale, des noms de clans, à cause de la destinée de leurs plus illustres rejetons, devinrent de puissants facteurs de légitimation de formes de pouvoir ou d'ambitions politiques. À la fin du Moyen Âge, on citait fréquemment les quatre grands lignages suivants : Fujiwara, Minamoto, Taira 平 et Tachibana 橘, comme les plus fameux, ce qui explique qu'en général, les généalogies guerrières écrites à partir de cette époque se rattachent à l'un ou l'autre d'entre eux³.

Depuis la fin de l'époque de Heian, les maisons seigneuriales qui s'imposaient progressivement dans les provinces avaient affirmé leur identité et leur domination sur des zones géographiques en se faisant désigner par des « noms de famille » (*myôji* 苗字), souvent liés à des terroirs ; mais elles continuaient toujours à se placer sous la protection de grands lignages de l'aristocratie influents à Kyôto, dont elles conservaient aussi le nom (*kabane*)⁴. C'était d'ailleurs ce dernier qui servait de nom « officiel », pour toutes les procédures auprès de la cour impériale. Après la victoire des Minamoto sur les Taira et la fondation du shogounat de Kamakura 鎌倉幕府 à la fin du xii^e siècle, l'affiliation au clan Minamoto (Genji) – et la permission de prendre ce nom de lignage – était l'une des marques de l'octroi du statut de vassal direct du shogun (*gokenin* 御家人) : les usages des *kabane* faisaient par conséquent l'objet en principe d'un contrôle assez strict. Mais à l'époque suivante, dite de Muromachi ou shogounat des Ashikaga 足利幕府 (xiv^e-xv^e siècle), cette surveillance des noms de lignage se relâcha, au point que dans le *Bunshôki* 文正記, un ouvrage de la seconde moitié du xv^e siècle, on déplorait que des samurais vendent leurs généalogies au profit de « gens du commun » qui avaient appris le métier des armes et souhaitaient ainsi s'agréger à la condition guerrière. Le *Journal de sire Kazunaga* [*Kazunagakyôki* 和長卿記]⁵, rédigé entre 1489 et 1529, témoigne aussi des possibilités de subvertir les hiérarchies des rangs et des origines que procurait la réussite économique : il fait en effet allusion à un certain Fujiwara Toshimichi 藤原俊通 de Kyôto qui, s'il était bien issu de la noblesse de cour, n'appartenait pas à une branche très haut placée. Mais sa réussite dans le commerce ayant

-
3. Ces quatre noms sont signalés dans le *Sôho kagakushû* 増補下学集, un dictionnaire de la période Muromachi. Ils sont aussi mentionnés par le Coréen Kang Hang, retenu prisonnier au Japon à la fin du xvi^e siècle, dans son récit de captivité, le *Kanyangnok* 看羊録. Le lignage Tachibana apparaît cependant moins fréquemment, semble-t-il, que les trois autres dans les généalogies du Moyen Âge et de la période d'Edo.
 4. Certains patronymes très courants ont ainsi été créés en associant un caractère provenant d'un nom de province et le caractère 藤, évoquant le *kabane* Fujiwara 藤原, comme Kondô 近藤, Itô 伊藤, Katô 加藤, etc.
 5. Higashibôjô (Sugawara) Kazunaga était un noble de la cour de Kyôto.

aiguisé ses ambitions, ce personnage aurait entrepris de fabriquer une généalogie qui le rattachait aux plus prestigieuses maisons Fujiwara⁶.

Les guerres civiles du ^{xiv}^e siècle (dites des cours du Nord et du Sud), comme le développement des activités économiques au ^{xv}^e, avaient en effet favorisé la promotion sociale d'individus ou de familles aux origines plus ou moins obscures, grâce à leurs talents dans les domaines militaires, de la production ou des échanges. Et cette tendance ne fit que s'accroître avec l'anarchie où fut plongé l'archipel durant la période des « provinces en guerre » au ^{xvi}^e siècle. Dans ce « monde à l'envers »⁷, l'ascension sociale pouvait être particulièrement rapide : certains seigneurs de la guerre avaient débuté leur carrière au mieux comme petit seigneur campagnard (Môri Motonari 毛利元就), ou plus bas encore, comme cadet de famille et piquier (Maeda Toshiie 前田利家) ou porteur de sandales (Toyotomi Hideyoshi 豊臣秀吉, paraît-il). Aussi, parmi les lignages de *daimyô* qui survécurent à cette époque, ceux dont on pouvait exhumer des ancêtres de haut parage jusqu'à l'époque Kamakura, tels les Shimazu, n'étaient qu'une petite minorité. Même des maisons guerrières dont la présence sur un territoire était attestée depuis plus ou moins loin dans la période médiévale, par exemple l'époque Muromachi pour les Matsudaira 松平 de Mikawa (le clan du futur Tokugawa Ieyasu 徳川家康), ne pouvaient guère se prévaloir d'une ascendance glorieuse, voire seulement identifiable avec certitude⁸. Dans une période de relative stabilité politique comme le shogounat des Ashikaga en connut au ^{xv}^e siècle, ce manque de profondeur des maisons seigneuriales ne préoccupait cependant pas la majeure partie de l'aristocratie guerrière. Seuls les *daimyô* les plus puissants avaient l'obligation de se prévaloir d'ancêtres issus des grands clans de l'Antiquité, pour pouvoir prétendre à certaines charges ; mais pour le tout-venant des maisons guerrières, il était plus important de s'affilier

6. L'anecdote est rapportée par Takemitsu Makoto, *Myôji to nihonjin*, Tokyo, Bungei shunjû, 1998, p. 124.

7. L'expression de « monde à l'envers » (*gekokujô* 下克上), employée à la fin du Moyen Âge, souligne la forte instabilité politique et sociale dans l'archipel entre la fin du ^{xv}^e siècle et celle du ^{xvi}^e siècle, pendant les guerres civiles. Sur cette période, cf. Pierre Souyri, *Le Monde à l'envers : la dynamique de la société médiévale*, Paris, Maisonneuve et Larose, 1999.

8. Les Matsudaira étaient peut-être issus d'un religieux itinérant (*oshi* 御師) lié au sanctuaire de Kamo à Kyôto, et qui aurait été adopté par un petit seigneur de Mikawa ; en témoignerait leur blason dit « de feuilles de mauve » (*aoi* 葵 *malva sylvestris*), similaire à celui du sanctuaire de Kamo. À l'époque où Ieyasu commença son irrésistible ascension, on ne pouvait manifestement pas remonter plus loin que cet ancêtre, huit générations avant lui.

à un vasselage puissant et d'obtenir sa protection, afin de faire reconnaître et défendre ses droits par un puissant patronage dans l'aristocratie guerrière.

Les *daimyô* qui, à force d'usurpations ou de conquêtes, avaient fini par bâtir de véritables principautés régionales, entrèrent en compétition au cours du xvi^e siècle pour asseoir la légitimité de leurs nouvelles positions, abaisser leurs rivaux, et éventuellement justifier leurs ambitions hégémoniques. L'obtention d'un rang de cour aussi prestigieux que possible constituait une étape indispensable à laquelle ces seigneurs de la guerre devaient sacrifier pour imposer leur stature de puissances politiques. Car, bien que les titres administratifs issus du vieux régime des Codes de l'Antiquité (Ministre, Conseiller, Gouverneur, etc.) n'aient plus recouvert à la fin du xvi^e siècle aucun pouvoir effectif, toujours auréolés de leur splendeur de jadis, et de surcroît, distribués selon une stricte hiérarchie, ils faisaient désormais office de sortes de titres de noblesse et de marqueurs de rang protocolaire. Pour les seigneurs de la guerre les plus puissants, les rangs de cour, en leur permettant de prétendre que leur pouvoir et leurs conquêtes étaient reconnus par une autorité impériale ou shogounale inexistante dans les faits, mais censée toujours se situer au-dessus des rivalités entre principautés guerrières, constituaient un atout dans les luttes sans merci qu'ils se livraient pour prendre l'avantage sur leurs compétiteurs politiques.

C'est pour cette raison qu'ils cherchaient fréquemment à se faire délivrer une charge rescapée du régime des Codes par une cour impériale tombée dans la déchéance. Toutefois, pour les raisons évoquées plus haut, l'octroi de ces titres ne pouvait avoir lieu sans justifier d'une ascendance suffisamment longue pour rattacher les origines du *daimyô* au milieu curial. Des spécialistes, moines ou nobles de cour, se chargeaient donc de rédiger des arbres généalogiques *ad hoc*, permettant de répondre aux *desiderata* des guerriers qui leur passaient commande. Et la cour de son côté, trop heureuse de monnayer ces derniers oripeaux de légitimité, ne faisait guère de difficultés pour « blanchir » ces généalogies douteuses par l'octroi d'un rang de cour. Toyotomi Hideyoshi par exemple, en dépit d'une ascendance des plus modestes et connue de tous, parvint aux sommets du *cursus honorum* curial avec un nom de lignage Fujiwara. Quant à Matsudaira Ieyasu 松平家康, désireux de se prévaloir d'ancêtres mieux assortis à son ambition politique, il s'avisa de faire remonter sa généalogie à quelque clan glorieux après avoir pris définitivement le contrôle de la province de Mikawa : il commença par prétendre en 1566 descendre d'un obscur lignage, les Tokugawa. Cette branche ne pouvait se prévaloir d'une gloire particulière, mais elle présentait l'avantage inestimable d'un rattachement à Nitta Yoshishige 新田義重, aïeul de Nitta Yoshisada 新田義貞, un héros des luttes entre Minamoto et Taira. Ieyasu pouvait ainsi prétendre à des ancêtres Minamoto, dont les Nitta 新田 étaient issus. Ce ne fut cependant qu'à l'occasion de sa nomination comme

shogun en 1603 que Ieyasu produisit la généalogie définitive (et complètement falsifiée) de sa lignée, qui la rattachait aux Genji. Ieyasu bénéficia à cette occasion, dit-on, du savoir-faire des Kira 吉良, une branche des Ashikaga qui survécut sous les Tokugawa en fournissant des experts en protocole. Même après qu'Ieyasu eut changé son nom de famille en Tokugawa, le nom Matsudaira continua cependant à être utilisé par sa parentèle, et à être conféré à des vassaux comme marque de leur entrée dans le vasselage, ou de distinction pour services rendus. Cette attribution d'un nom de lignage par un seigneur à un vassal, en scellant une relation de suzeraineté, était un moyen d'accroître l'influence des vasselages.

Il était fréquent à l'époque des provinces en guerre qu'une maison guerrière, quelle que fût son importance, cherchât un supplément de lustre dans la reprise d'un nom de famille fameux mais tombé en déshérence. L'exemple le plus connu reste celui des Hôjô 北条 d'Odawara : après que le fondateur du lignage, Ise Nagauji 伊勢長氏/Ise Moritoki 伊勢盛時 (alias Sôun 早雲), à force d'habileté militaire et politique, se fut taillé un fief dans le Kantô, ses successeurs s'attribuèrent le nom de Hôjô, celui des anciens maîtres du shogounat de Kamakura qui avaient dominé les provinces de l'est de Honshû qu'ils convoitaient. En somme, dans leur cas, le choix d'un nouveau nom de famille ne manifestait pas seulement une préférence d'ordre personnel pour tel ou tel personnage historique ou famille du temps passé : elle exprimait une intention politique, puisqu'en prenant ce nom, la postérité de Sôun affichait son ambition de marcher sur les traces des Hôjô, en s'appropriant l'ensemble des territoires qui leur avaient appartenu, et même peut-être, d'accéder comme eux au sommet de la hiérarchie guerrière. Ce comportement rappelle celui de fondateurs de dynasties plus ou moins durables en Chine, en Corée ou au Viêt Nam, qui, tout au long de l'histoire, reprirent périodiquement le nom de royaumes disparus pour asseoir la légitimité de leur nouveau pouvoir.

C'est pourquoi les seigneurs de la guerre ne se contentaient pas de faire fabriquer des généalogies truquées pour prétendre descendre d'ancêtres renommés susceptibles de redorer leur blason : en fonction des circonstances, ils pouvaient également sans grande difficulté troquer leur lignage pour un autre, avec une filiation tout aussi douteuse. Car, si la contrefaçon généalogique est, sous diverses formes, un phénomène assez universel dans les classes dirigeantes des sociétés préindustrielles, le Japon, jusqu'au début du xvii^e siècle, se distingue par l'apparente inconstance dont ont fait preuve certains *daimyô* dans la détermination de leurs aïeux.

Ainsi Oda Nobunaga, l'hégémon qui entama la réunification de Honshû à partir des années 1570, se déclara d'abord descendant des Fujiwara, puis des Taira. Tokugawa Ieyasu lui aussi hésita sur les ancêtres à se donner, puisqu'après

avoir choisi un nom susceptible de le rattacher aux Minamoto, il se prétendit pendant un temps héritier des Fujiwara, en faisant officialiser la restauration du nom Tokugawa par l'empereur Ôgimachi 正親町天皇. Les raisons de cette décision demeurent encore discutées : selon Ikegami Hiroko⁹, elle pourrait être liée à l'absence à cette époque d'un shôgun Ashikaga en titre, et donc d'un chef du lignage Genji, circonstance qui obligea Ieyasu à faire reconnaître son changement de nom par le Grand Chancelier (*kanpaku* 関白), un Fujiwara ; d'autre part, les ambitions d'Ieyasu dans la titulature curiale l'obligèrent peut-être à cette époque à privilégier une ascendance Fujiwara pour mieux se positionner par rapport à d'autres familles liées à l'ancien shogounat de Muromachi, et donc aux lignages Minamoto. Ieyasu ne se déclara pas non plus formellement du lignage Minamoto durant le gouvernement de Toyotomi Hideyoshi, sans doute pour ne pas provoquer ce dernier en paraissant afficher de cette manière des ambitions de restaurer le shogounat. Et ce ne fut donc qu'une fois son hégémonie assurée qu'Ieyasu fit avaliser par la cour sa généalogie Minamoto. Il est à noter qu'en dépit de ces variations d'ancêtres, Ieyasu conserva dans tous les cas le nom de Tokugawa.

Une telle valse des lignages montre que les Japonais de cette époque avaient un souci tout relatif de l'authenticité des filiations, au moins concernant les ascendances lointaines, et que la revendication de l'appartenance à tel ou tel clan de l'Antiquité avait d'autres fonctions que le seul ajout de prestige, ou même celle de se faire décerner des titres par la cour de Kyôto. Il pouvait aussi s'agir en réalité, par le choix d'un nom toujours susceptible de modifications, de signifier à tous une sorte de positionnement, voire de programme, politique. Par exemple, Oda Nobunaga abandonna le lignage Fujiwara au début des années 1570 pour celui des Taira, après s'être fâché avec le dernier shôgun de l'époque Muromachi, Ashikaga Yoshiaki 足利義昭 ; comme celui-ci descendait des Minamoto, le fait de prendre le nom de leurs ennemis jurés du xii^e siècle, les Taira, signifiait clairement pour tous que la rupture était consommée entre les deux puissances de Kyôto, et que Nobunaga avait décidé d'en finir avec les derniers restes du *bakufu*.

On doit se souvenir que dans le Japon de la fin du Moyen Âge, l'adoption était une pratique tout à fait courante pour garantir la continuité d'une lignée ; le don de son propre nom de famille par un seigneur pour marquer une alliance était aussi, sous une forme symbolique, une sorte de simulacre d'adoption. L'attachement aux liens du sang dans la définition des identités familiales, s'il n'était pas inexistant, était donc beaucoup moins profond qu'en Europe occidentale. Ces

9. Ikegami Hiroko, *Nihon no rekishi 15 Shokuhô seiken to edo bakufu*, Tokyo, Kôdansha, 2002, p. 355.

conceptions de la filiation influèrent-elles aussi sur les représentations que l'on se faisait de l'ascendance ? En effet, la relative facilité avec laquelle on s'accaparait ou abandonnait un lignage chez les *daimyô* de la fin du Moyen Âge donne l'impression que les ancêtres pouvaient être adoptés ou reniés comme les héritiers. En tout cas, la question de l'« authenticité » des origines semble avoir été complètement secondaire : les supercheries de généalogistes complaisants ne servaient qu'à officialiser une situation politique et à exprimer des rapports de force, grâce à l'appareil formel du vieux régime des Codes qui retenait toujours une part de son prestige symbolique.

Nous avons signalé que la plupart du temps, les prétendus lignages auxquels se rattachaient les maisons seigneuriales de la fin du Moyen Âge étaient en nombre restreint : il s'agissait surtout des Minamoto, des Taira et des Fujiwara. Mais certaines maisons de *daimyô* se sont signalées par des choix plus originaux, comme les Maeda 前田 du fief de Kaga¹⁰. Son fondateur, Toshiie 前田利家, avait reçu en 1588 de Hideyoshi le privilège d'user du *kabane* Toyotomi 豊臣 délivré par l'empereur Go-Yôzei 後陽成天皇, et aussi de son précédent nom de famille, Hashiba 羽柴, que Hideyoshi avait reçu de Nobunaga. Après la disparition de Hideyoshi en 1598 et la victoire des Tokugawa à Sekigahara en 1600, Ieyasu fit pression sur les Maeda qui étaient apparus un temps comme ses rivaux potentiels, et en échange du maintien de leurs possessions, il les contraignit à intégrer formellement son vasselage. Les Maeda reçurent donc le nom de Matsudaira en 1605, ce qui leur permettait en principe de se rattacher au lignage Minamoto. Cette ascendance aurait pu leur convenir puisqu'à l'origine les Maeda d'Owari, province native de Toshiie, se réclamaient eux-mêmes des Minamoto, via la branche des Saitô. Malgré cela, le fils de Toshiie et second seigneur de Kaga, Toshinaga 利長, continua à user du nom de Hashiba, comme le prouvent ses signatures, sans doute pour signifier qu'il n'était pas inféodé entièrement aux Tokugawa. L'obligation pour les Maeda de fixer définitivement leur choix d'une lignée ancestrale fut imposée par une injonction du shogounat en 1641, lorsque le pouvoir d'Edo fit signifier par le moine Tenkai 天海 au troisième seigneur de Kaga, Toshitsune 利常, qu'il souhaitait que les seigneurs de Kaga acceptassent désormais de se déclarer descendants d'une branche Minamoto. Mais Toshitsune répondit à cette pression par une généalogie le rattachant à un ancêtre original, Sugawara no Michizane 菅原道真. Celui-ci, adversaire politique des Fujiwara, mort en exil à Kyûshû en 903, avait joui d'une telle réputation de savant qu'elle lui valut d'être célébré comme la « divinité céleste » (*Tenjin* 天神) protectrice des études.

10. Sur ce point, cf. *Zusetsu Maeda Toshiie*, Kanazawa, Oyama jinja (Hokkoku shinbunsha), 1999, p. 116-117.

Ce choix a intrigué les historiens, car Michizane, bien qu'illustré dans l'histoire japonaise et parvenu aux plus hauts rangs de la cour, n'était pas issu d'un grand clan de l'Antiquité, et son profil de lettré est curieux pour un ancêtre de maison guerrière. On a émis l'hypothèse que la préférence des Maeda pour ce personnage remontait peut-être à l'époque de Toshiie qui, lors de son installation dans la province de Noto, avait pris quelque temps ses quartiers dans le village de Sugawara, dont il combla de faveurs le sanctuaire par la suite ; mais rien n'est sûr. En tout cas, Toshitsune et ses successeurs accordèrent leur protection au culte de Tenjin dans leur fief et à Kyôto. En plaçant sa maison sous le patronage de cet ancêtre original, Toshitsune faisait preuve d'indépendance d'esprit vis-à-vis des autres clans guerriers, au premier rang desquels les Tokugawa ; il entendait aussi peut-être s'attirer la protection d'une puissance fameuse du shintô, autre que celle d'Ieyasu divinisé. Quoiqu'il en soit, ce patronage dut être bénéfique pour les Maeda, puisque le cinquième chef de cette maison seigneuriale, Tsunanori 綱紀, laissa la réputation d'un homme d'État accompli et d'un savant de renom, archétype du « despote éclairé » (*meikun* 明君) ; et à la fin du xvii^e siècle, le fief de Kaga jouissait déjà d'une solide réputation de foyer culturel provincial.

Ce n'était pas aux seuls Maeda que le shogunat avait ordonné dans les années 1640 de produire une généalogie : l'ensemble des maisons de *daimyô* et celles de leurs vassaux furent mises à contribution pour constituer une vaste compilation officielle, *Les Arbres généalogiques des maisons de l'ère Kan'ei* [*Kan'ei shoka keizu-den* 寛永諸家系図伝]. À cette époque, alors que le régime achevait de stabiliser ses institutions, le gouvernement du troisième shogun, Iemitsu 家光, avait en effet éprouvé le besoin de faire dresser un répertoire des origines des familles guerrières de tout le pays. Il s'agissait bien évidemment d'un acte d'autorité par lequel les Tokugawa, en fixant dans des listes officielles les ancêtres de chaque famille de *daimyô* ou de samouraï, affirmaient leur mainmise sur la condition guerrière : les Maeda ne s'y étaient d'ailleurs pas trompés, en évitant de se plier complètement aux demandes du pouvoir d'Edo. *Les Arbres généalogiques des maisons de l'ère Kan'ei* dressaient en quelque sorte un état de la condition guerrière de la période d'Edo, telle qu'elle serait destinée à se perpétuer après les suppressions et réductions massives des vasselages imposées par les gouvernements des premiers Tokugawa ; et ils signifiaient à tous, par la même occasion, que désormais, le choix des ancêtres n'était plus à la discrétion de chaque maison. Mais à l'ère Kan'ei, mis à part pour les *daimyô*, l'obligation de justifier ses origines ne nécessitait apparemment pas de toujours fabriquer une généalogie aussi vénérable que fantaisiste : une partie des maisons répertoriées parmi les vassaux de rang modeste ne faisait guère remonter ses origines au-delà des guerres de la fin du Moyen Âge, avec des listes d'ancêtres parfois très sommaires. À cette époque, au milieu du xvii^e siècle, l'ancienneté de la lignée

n'était donc apparemment pas encore considérée en soi comme un élément identitaire tellement essentiel pour la grande masse des guerriers.

Familles-souches et écriture des généalogies

L'une des manières de caractériser l'époque prémoderne (*kinsei* 近世), dont la période d'Edo forme la plus grande part, est de la définir par l'avènement du modèle de la famille-souche, appelée en japonais la « maison » (*ie* 家), comme représentation dominante de l'organisation familiale. La famille-souche est un type d'organisation bien connu en Europe : mettant l'accent sur la conservation du patrimoine, elle impose la transmission de sa majeure partie à l'un des héritiers (en général l'aîné), et va fréquemment de pair avec une forte autorité patriarcale.

Au Japon, la « maison » se répandit dans les classes dirigeantes avec l'apparition de la féodalité guerrière, à la fin de la période de Heian, et commença à se diffuser dans les couches aisées de la population vers l'époque des cours du Nord et du Sud, au XIV^e siècle. Après la réunification du pays, à la fin du XVI^e siècle, cette évolution fut consacrée dans les nouveaux dispositifs de domination imposés par le pouvoir guerrier : la petite propriété indépendante, intégrée à des communautés villageoises ou urbaines, devint l'unité sociale de base, chargée d'assurer la stabilité et la pérennité de la production ; et cet état de la société japonaise, pour un historien comme Yamaguchi Keiji¹¹, persista même après la modernisation de Meiji, jusqu'à ce que s'implantent dans l'avant-guerre des formes nouvelles de salariat. La conscience de la nécessité de préserver les héritages familiaux ne pouvait toutefois germer qu'à partir du moment où un patrimoine suffisant, matériel et symbolique, avait pu être accumulé, avec un environnement social rendant possible sa transmission : l'implantation du modèle de la famille-souche ne pouvait donc être envisagée que pour des catégories sociales ayant, jusqu'à un certain point, stabilisé la propriété de leurs biens.

Les généalogies familiales produites en grand nombre durant la période prémoderne sont un témoignage des bouleversements que connurent à cette époque les représentations de la famille. Pour de nombreuses maisons de bourgeois (*chônin* 町人) du XVII^e siècle, les origines familiales se confondaient souvent avec la construction des nouvelles villes seigneuriales (*jôkamachi* 城下町), au tournant des XVI^e et XVII^e siècles. Dans les villages en revanche, où la population demeurait plus stable, les maisons de notables pouvaient parfois faire remonter leurs origines un peu plus loin. Mais dans la plupart des cas, on remarque que la redéfinition des statuts sociaux par le nouveau pouvoir guerrier

11. Cf. Yamaguchi Keiji, *Sakoku to kaikoku*, Tokyo, Iwanami shoten, 1993.

de Toyotomi Hideyoshi 豊臣秀吉 et des premiers Tokugawa a profondément marqué les mémoires et identités familiales. Ainsi, à la fin du xvii^e siècle, la maison marchande des Ishiguro 石黒 de Kanazawa se donne-t-elle comme fondateur un certain Ishiguro Shinzaemon 石黒新左衛門, venu s'installer en ville à une période contemporaine de la venue des seigneurs Maeda dans leur fief, à la fin du xvi^e siècle. Enomoto Yazaemon 榎本弥左衛門, marchand de sel de Kawagoe qui rédigea son autobiographie dans les années 1680, pouvait remonter un petit peu plus loin, mais sans grande précision temporelle¹² : il débute son récit par la mention de son arrière-grand-père, dont il fait aussi son premier ancêtre identifiable, et à propos duquel il précise ailleurs qu'il était *yamabushi* 山伏¹³ et sans doute également plus ou moins guerrier, puisqu'il serait mort à 71 ans, avec des marques de « blessures en dix-huit endroits », peut-être à la fin des années 1580.

Ces deux exemples ont en commun de situer le fondateur de la maison, un guerrier, une ou deux générations avant que la famille ne s'ancre dans l'activité marchande. Ces similitudes ne sont absolument pas fortuites : c'est un cas très fréquent dans ce milieu de négociants, et même des hommes d'affaires qui devaient toute leur fortune au commerce, comme les patrons de Mitsui-Echigoya, éprouvaient le besoin de se vanter de leur ancêtre samouraï¹⁴. De telles allégations ne sont pas en soi invraisemblables : pendant la période de transition entre fin du Moyen Âge et l'époque prémoderne, la pacification et la normalisation sociales obligèrent de nombreux guerriers déçus à venir s'installer en ville pour y ouvrir une affaire, ou à être ravalés au rang de villageois dans le berceau de leur famille¹⁵. Toutefois, une autre caractéristique fréquente de ces premiers ancêtres de lignages bourgeois est la remarquable inconsistance de leur biographie. Le plus souvent, leur identité se réduit à leur nom (mais parfois le nom personnel lui-même reste inconnu), à leur condition guerrière, et bien évidemment, à leur paternité. On a donc parfois l'impression que cet ancêtre initial a plus un rôle fonctionnel qu'il ne traduit un véritable enracinement de l'histoire et de l'identité familiale :

1) Il s'agissait apparemment de faire coïncider l'origine de la famille avec celle du régime politique auquel elle était soumise. Ce souci exprimait peut-

12. Enomoto Yazaemon, *Enomoto Yazaemon oboegaki*, édition d'Ôno Mizuo, Tôyô bunko 695, Tokyo, Heibonsha, 2001.

13. Un *yamabushi* 山伏 (ou *shugen* 修験) est un ascète itinérant, adepte de la religion synchrétique du *shugendô* 修験道, liée au culte des montagnes.

14. Les histoires écrites au sein de la famille marchande Mitsui/Echigoya sont rassemblées dans *Mitsui jigyôshi shiryô-hen* 1, Tokyo, Mitsui bunko, 1973.

15. Sur ces questions, cf. Yoshida Yuriko, *Hei to nô no bunri*, Nihonshi libretto 84, Tokyo, Yamakawa shuppansha, 2008.

être une volonté de ne pas apparaître comme d'extraction trop récente, ce qui expliquerait que les premières générations de la maison soient souvent comblées avec des personnages qui ne sont guère que des noms, et dont, au fond, on ne sait quasiment rien. Ainsi, à Kanazawa, la généalogie officielle d'Ichimarū Jinroku 一丸甚六, patron d'une maison de commerce dont la fortune date du XVIII^e siècle, lui donne bien un ancêtre guerrier au XVI^e siècle, mais saute ensuite directement à la sixième génération, dans les années 1710.

2) Ces ancêtres plus ou moins fantomatiques, mais samourais à l'origine, permettaient de prétendre à une ascendance plus prestigieuse que la condition roturière. Cette quasi-constante traduit une fascination toujours présente, même dans les maisons marchandes les mieux établies, pour le statut guerrier. Ceci laisse supposer que celui-ci représentait toujours, même dans une société d'ordres soumise à toutes sortes de bouleversements, un facteur puissant de légitimation des positions sociales dominantes pour l'ensemble de la société.

À vrai dire, la période où l'histoire de la maison est fixée par écrit joue aussi sans doute un rôle dans la détermination du premier ancêtre de la lignée, et sur les souvenirs qui s'attachent aux débuts de la famille. On remarque en effet dans le cas cité plus haut d'Enomoto Yazaemon, né en 1626, que sa mémoire familiale (ce qu'on appelle aussi la « mémoire longitudinale »), basée sur ce qu'on lui a conté dans sa jeunesse, remonte jusqu'à quatre générations avant lui. Or, les anthropologues ont souligné que quatre générations constituent une sorte de limite de la trace laissée par les ascendants (un grand-parent du père ou de la mère), en dehors de tout système de contrainte obligeant leur postérité à mémoriser des listes d'ancêtres¹⁶.

Or c'est surtout à la fin du XVII^e siècle que les généalogies commencent à être couchées par écrit dans les maisons bourgeoises ou paysannes, vraisemblablement pour répondre à des demandes des autorités seigneuriales. Dans la seconde moitié du XVII^e siècle, après que le pouvoir shogounal a fait établir les généalogies guerrières, les gouvernements seigneuriaux éprouvèrent à leur tour le besoin de vérifier les motifs des positions de notabilités acquises par certaines familles de la roture, alors que s'effaçaient peu à peu les souvenirs des premiers temps des fiefs. Car, pour le régime féodal de la période d'Edo, comme on le voit dans les sociétés européennes des temps modernes, les mérites des ascendants comptaient tout autant, sinon plus, que les mérites personnels. C'est donc d'abord pour cette raison que les maisons bourgeoises se mirent aussi à rédiger leurs propres généalogies et des biographies de leurs ancêtres.

16. Cf. Joël Candau, *Anthropologie de la mémoire*, Paris, PUF, « Que sais-je », 1996, p. 51.

Chez les Ishiguro de Kanazawa, le premier exemple connu est daté de 1686, mais n'est rien d'autre qu'une sèche énumération de cinq générations de chefs de famille, avec mention de leurs charges officielles, et adressée aux deux préfets de la cité¹⁷. Vingt-six ans plus tard, en 1712, l'anamnèse familiale a franchi une étape supplémentaire¹⁸ : la généalogie évoque les affaires commerciales un peu plus précisément (et avec fierté) dans les biographies des premiers marchands du lignage, ceux qui ont permis à la famille d'accéder au premier rang des bourgeois de leur cité. Par ailleurs, le « métier de la maison » (*kagyô* 家業), la pharmacie en l'occurrence, tient aussi une place importante dans les notices sur les chefs de famille, mais surtout parce qu'elle permet de mettre en avant leur position d'apothicaires privilégiés et de fournisseurs de la grande aristocratie guerrière de la ville, avec toutes les marques de confiance seigneuriales et les responsabilités qui en découlent.

Le fait que les listes d'ancêtres apparaissent dans les maisons bourgeoises à partir de la fin du xvii^e siècle est à mettre en rapport avec le développement de l'usage de l'écrit durant cette période. Quant à la difficulté pour les Japonais d'alors d'exhumer quelques souvenirs précis sur leurs ancêtres plus de trois ou quatre générations avant la leur, elle montre qu'on ne s'était pas particulièrement préoccupé jusqu'à ce moment-là de conserver des traces du passé familial. En réalité, la rédaction des généalogies bourgeoises, qui suit de peu la fixation de celles des lignages guerriers, indique que les conceptions même de la « maison » étaient en train de changer en profondeur : d'un groupe familial axé sur la protection et le développement d'un patrimoine, organisé autour d'une branche principale et de quelques parents collatéraux, et qui était surtout préoccupé par le devenir de ses membres encore vivants, on passe à l'idée de lignage, enraciné dans une histoire qui s'allonge à chaque génération, mais d'autant plus vénérable qu'elle plongeait plus loin dans le passé.

Cette valorisation de l'ancienneté des familles et la naissance des consciences lignagères dans la bourgeoisie n'allaient cesser de s'accroître au cours de la période d'Edo. Les notes biographiques sur les chefs de la maison de commerce Ishiguro étaient naturellement tenues à jour et recopiées à chaque relève du chef de famille, et celles destinées à justifier le rang de la maison auprès des autorités ne firent que se répéter. Cependant, cette maison bourgeoise confectionnait aussi pour son propre usage tout un matériel destiné à fixer la mémoire familiale,

17. Fonds Ishiguro, Kanazawa (désormais IGM), A1. Une partie de cet article repose sur une étude des archives de la maison Ishiguro (qui portait à l'époque d'Edo le nom commercial de Fukuhisaya), conservées à Kanazawa. Les références seront données d'après le catalogue des documents dressés par le comité pour l'histoire de la ville de Kanazawa à la fin des années 1990.

18. IGM, A2

comme des arbres généalogiques, dont les exemplaires qui nous sont parvenus doivent remonter à la fin du XVIII^e siècle. Dans un de ceux-ci, non daté, on voit apparaître un ancêtre donné comme le premier membre formellement reconnu de la maison Ishiguro au XII^e siècle, un certain Mitsuhiro 光弘. Il est cependant précisé que le rédacteur ne peut établir le nombre de générations séparant ce personnage de son « descendant », Shinzaemon, l'ancêtre de la branche de Kanazawa: un trait unit donc directement ces deux personnages éloignés de quatre siècles¹⁹. Mais une liste généalogique tout à fait particulière, mise sur le papier sans doute par le seizième maître de maison, à une période indéterminée de la première moitié du XIX^e siècle (après les années 1820, semble-t-il), marque encore une étape supplémentaire. Le gouffre entre Mitsuhiro et Shinzaemon est désormais comblé par dix-huit générations d'ancêtres parfaitement identifiés, et mieux encore, le texte nous livre également une liste d'ascendants pour l'aïeul du XII^e siècle, alors que les documents antérieurs avouaient n'en rien savoir. Au XIX^e siècle, la généalogie des Ishiguro, grands pharmaciens de Kaga, a fini par se conformer complètement aux modèles de l'aristocratie guerrière, puisqu'ils sont devenus les descendants non seulement d'un lignage de samourais, mais même des Fujiwara, dont ils revendiquent le *kabane*.

Les Ishiguro/Fukuhisaya prétendaient dès le XVII^e siècle que leur premier ancêtre devait son nom à son rang de vassal d'un lignage guerrier, les Ishiguro, châtelains de Kibune 木舟; mais jusqu'au XIX^e siècle, ils ne furent guère diserts dans leurs généalogies sur les liens de parenté qui les unissaient à ces seigneurs de la province d'Etchû. Pourtant le texte rédigé par le seizième maître de maison contient un long développement sur la chute des Ishiguro de Kibune, lors de la conquête du Hokuriku par les armées de Nobunaga en 1581, et il en profite pour placer un récit coloré des derniers jours du dernier châtelain, Ishiguro Sakon Kurabito (ou Kurando) 石黒左近藏人, et un éloge de ses vertus. Ce personnage a effectivement existé, et le récit de ses déboires dans la généalogie des Ishiguro semble avoir pour source directe ou indirecte un célèbre ouvrage historique du tout début du XVII^e siècle, la *Chronique de Nobunaga* [*Shinchôkôki* 信長公記] d'Ôta Gyûichi (ou Ôta Ushikazu) 太田牛一. On ne sait pas comment les Ishiguro, pharmaciens de Kanazawa, se sont appropriés l'histoire des châtelains de Kibune: il est fait allusion dans la généalogie à des « récits guerriers », sans plus de précision. Il est tout à fait possible que l'auteur ait pu lire les détails de cette affaire directement dans un ouvrage historique, mais le nom d'Ishiguro était aussi porté par plusieurs autres familles, y compris guerrières, qui devaient avoir leurs propres généalogies et purent fournir des renseignements. L'auteur signale d'ailleurs ces autres branches des Ishiguro

19. IGM, A10.

lorsqu'il cherche à établir le degré de parenté entre sa propre famille et Sakon Kurabito et il note aussi que certains Ishiguro se réclament d'autres ancêtres que les Fujiwara.

La redécouverte opportune d'archives familiales, aujourd'hui perdues, qui auraient révélé ces origines, reste très improbable. Au contraire, le fond Ishiguro contient actuellement des pièces remontant au début du xvii^e siècle et qui n'ont visiblement pas été exploitées par les rédacteurs des généalogies, alors qu'elles éclairent d'un jour différent les origines de cette famille²⁰. Ces papiers ont trait à une controverse qui opposa les Ishiguro à la secte bouddhique de la Véritable secte de la Terre Pure (*jôdoshinshû* 浄土真宗, dite aussi «secte Ikkô»), en 1634. Il en ressort que les Ishiguro de Kanazawa avaient entretenu à la fin du Moyen Âge des liens avec un certain Kyôkaku 慶覚, alias Sunozaki Hyôgo 州崎兵庫, un nom porté au xvi^e siècle par des chefs des insurrections amidistes du nord de la province de Kaga. Il est curieux qu'à aucun moment, dans un de leurs écrits généalogiques, ce fait ne soit relevé, alors qu'il aurait pu être prétexte à un romancero tout aussi mouvementé que la chute du château de Kibune : un Ishiguro Magoemon 石黒孫右衛門 est en effet aussi connu pour avoir mené les bandes amidistes aux côtés de Sunozaki Hyôgo. On ne sait pas si les Ishiguro de Kanazawa connaissaient ce personnage ; mais à cause des désordres que les sectateurs de la Terre Pure avaient entretenus dans la région, les seigneurs Maeda continuèrent à s'en méfier bien après les avoir matés, et c'est peut-être une des raisons pour lesquelles les Ishiguro se firent si discrets sur ce sujet dans leurs généalogies.

Comme on le voit, la mémoire familiale des Ishiguro au xix^e siècle est le résultat d'un processus à l'œuvre tout au long du shogunat des Tokugawa, et tributaires de ses évolutions socio-économiques et politiques, des aléas de la transmission de la mémoire entre générations, du renouveau périodique de l'intérêt pour l'histoire de la lignée, et des choix qui furent alors effectués par les rédacteurs. À chaque étape de la confection, il n'est pas certain que la volonté de falsifier les origines ait été présente. Au contraire, le seizième Ishiguro semble avoir eu à cœur de mener (ou peut-être de faire mener par un spécialiste) ce qu'il pensait être un travail de recherches sérieux sur ses aïeux, à en juger par sa méthode : il délimite le cadre des personnages concernés par la généalogie (ascendants directs, branches collatérales, parents par alliance) et les principes régissant sa confection (rubriques biographiques, constitution de notes principales sur les chefs de famille, incluant des sous-parties concernant les conjoints, les descendants, ainsi que les éventuelles familles alliées...). Il

20. IGM, H1, (1634 ?)/7/22, H11, H18.

répertorie aussi les anecdotes sur l'origine des Ishiguro, les lieux de mémoire qui leur sont liés, comme le château de Kibune.

Il est tout à fait possible que le rédacteur ait cru de bonne foi faire œuvre d'historien et ait seulement entrepris de coucher sur le papier des constructions généalogiques qui, bien que douteuses, n'en étaient peut-être pas moins présentes depuis un certain temps dans l'environnement familial. L'écriture de l'histoire à cette époque n'avait de toute façon pas les mêmes critères de véracité qu'actuellement, en particulier parce qu'elle se donnait souvent pour but de proposer des exemples moraux. Les notes biographiques de la période d'Edo enjolivent parfois l'existence des chefs de famille (en particulier pour les plus éloignés d'entre eux), et passent bien évidemment sous silence certains épisodes gênants, y compris si ceux-ci sont liés à leurs relations avec l'autorité guerrière. Par exemple, dans les généalogies officielles des Ishiguro, si l'on cite avec fierté les responsabilités exercées à l'hôtel des monnaies (*ginza* 銀座) de Kanazawa par le 5^e maître de maison, Fukuhisaya Shin'emon 福久屋新右衛門, on reste très discret sur sa mort en prison sous l'accusation de malversations dans l'exercice de sa charge.

Il apparaît clairement que la rédaction de la généalogie la plus développée du fonds Ishiguro fut motivée par un usage interne à la maison. Dans une introduction assez ample, le rédacteur explicite d'ailleurs l'usage que l'on devra faire de son œuvre :

Le maître de maison lira une fois par mois ces notes généalogiques, et en donnera lecture à femme et enfants, aînés ou cadets, afin qu'ils en prennent bien connaissance. Il leur fera comprendre qu'ils sont parents descendant par la chaîne du sang de ces ancêtres, et leur fera se souvenir au fond de leur cœur de leurs bienfaits, de la date de leur naissance et de leur mort, du nombre d'années de leur existence et jusqu'à leur nom courant et leur nom religieux. Ils sauront alors, avec reconnaissance, que ce n'est pas par leurs seules œuvres que nés et élevés dans cette maison, ils peuvent y vivre, mais grâce à leurs aïeux, pères et mères, depuis des générations ; ainsi sans l'oublier un instant ni le négliger, debout de bon matin, le maître de maison se consacrera à ses responsabilités, et femme et enfants, aînés et cadets, tous s'adonneront aux leurs sans paresse : voilà ce qu'on appelle gouverner sa maison.

Et d'ajouter que plusieurs copies de cette généalogie devront être conservées dans des endroits différents, afin de protéger la mémoire familiale contre les incendies.

On ne saurait exprimer plus clairement les intentions pédagogiques de cette généalogie-apologie de la lignée Ishiguro confectionnée au début du XIX^e siècle. La rédaction de cette somme visait avant tout à renforcer la cohésion de la famille, et à faire prendre conscience à ses membres, à travers leur prestigieuse ascendance, de la valeur de l'héritage commun, celui de la « Maison Ishiguro »,

transcendant les générations et l'éloignement de la parenté, et source de fierté légitime pour tous ceux qui l'assument : bref une morale de la « famille-souche » qui se moulait aisément à cette époque dans les habits du confucianisme. Il s'agissait donc d'un projet identitaire, peut-être lié à un sentiment de perte relative de son statut social éprouvé par le maître de maison. Au début du xix^e siècle en effet, le fief de Kaga avait dressé une liste d'anciennes maisons de la bourgeoisie qu'il plaçait sous sa protection pour services rendus (les « bourgeois de bonne maison », *iegara chônin* 家柄町人)²¹ ; mais les Ishiguro, en dépit des charges qu'ils avaient assumées aux xvii^e et xviii^e siècles, n'en faisaient pas partie. De plus, cette maison de commerce avait à plusieurs reprises au cours des xviii^e et xix^e siècles manqué de disparaître, faute d'héritier, et elle dut même être dirigée par une femme dans les années 1810. Ces vicissitudes incitèrent peut-être le seizième maître de maison à renforcer son autorité et sa légitimité en exaltant la « chaîne du sang »²² (idéalisée, puisque le lignage avait accueilli des adoptions depuis le xvii^e siècle) et la gloire de sa maison, par la fabrication d'une histoire guerrière aussi colorée que douteuse. Mais nous sommes là dans le domaine de l'hypothèse.

Les généalogies au village

Nous ne pouvons déterminer avec précision quel usage social, hors de leur propre famille, les Ishiguro/Fukuhisaya de Kanazawa comptaient assigner à la légende familiale qu'ils avaient bâtie. Nous ne pouvons estimer non plus jusqu'à quel point l'élaboration d'une généalogie pour prolonger les racines de la famille jusqu'aux limites de l'histoire japonaise procède d'une falsification consciente. Quoi qu'il en soit, les évolutions formelles des rédactions généalogiques des Ishiguro en reflètent d'autres que l'on peut constater dans le reste de la population. Un autre exemple bien connu est celui des « *rônin* 浪人 » de la province de Kai, étudiés par Yamamoto Eiji²³. L'apparition et la montée en prestige de ce statut social nous fournissent des indices éclairants pour comprendre les processus d'élaboration des fictions généalogiques, et les bénéfices sociaux qu'en attendaient certaines familles.

21. Sur cette question, cf. Tanaka Yoshio, *Jôkamachi Kanazawa. Hôkenseika no toshi keikaku to chônin shakai*, Tokyo, Nihon shoin, 1966, p. 161-168.

22. Le mot employé dans le texte est *kechimyaku* 血脈, à l'origine un terme bouddhique employé comme une métaphore de la transmission de maître à disciple, semblable à la filiation au sein d'un groupe familial.

23. Yamamoto Eiji, « Rônin, yuisho, gimonjo, myôji taitô », in *Kantô kinseishi kenkyû* 28, Tokyo, 1990.

Le terme *rônin* (« les hommes [livrés aux] vagues ») désignait des guerriers sans maîtres, c'est-à-dire qui n'appartenaient plus à un vasselage, soit qu'ils l'aient quitté, soit que celui-ci ait tout simplement disparu. Comme le statut des samouraïs dépendait de la dotation féodale (*chigyô* 知行) en revenus agricoles que leur attribuait leur seigneur, ces *rônin* se retrouvaient sans ressources et exclus des hiérarchies guerrières. Devenus des individus sans aveu, ils étaient souvent tenus en suspicion par les autorités, et obligés de déchoir en se reclassant dans le milieu des roturiers, quand ils ne sombraient pas dans la délinquance. En somme, ce « non-statut » n'avait *a priori* rien de très enviable, et pourtant des familles de la province de Kai (actuel département de Yamanashi) tiraient une fierté certaine de cette appellation de *rônin*, au point d'en faire une marque de distinction locale. Il s'agissait en réalité de maisons de notables villageois, souvent d'importants propriétaires fonciers, qui prétendaient descendre de vassaux du célèbre clan Takeda, originaire de Kai et détruit par Oda Nobunaga à la fin du xvi^e siècle. Dans le *Répertoire rural* [*Jikata hanreiroku* 地方凡例録], rédigé par l'officier guerrier Ôishi Hisataka 大石久敬 à la fin du xviii^e siècle, ces familles de *rônin* sont signalées comme issues « d'un lignage ancien » ; les individus ainsi désignés « s'adonnaient à l'agriculture et portaient un nom et le sabre ». Le même texte relève qu'on trouve des maisons paysannes du même type dans d'autres provinces, à Mino, Ômi ou Izumi.

À Kai comme ailleurs, ces allégations de riches villageois n'avaient rien d'in vraisemblables : des études, comme celles de Yoshida Yuriko, ont établi que des guerriers liés à la maison Takeda étaient bien retombés au rang de paysans après la chute de ce clan, tout en continuant à dominer plus ou moins les populations villageoises de la province de Shinano, voisine de celle de Kai²⁴. Ces familles, dans ce cas, conservaient leur nom d'origine comme l'avaient fait les Ishiguro/Fukuhisaya de Kanazawa. Toutefois, il fallait une autorisation des autorités guerrières pour pouvoir se réclamer d'un tel nom de famille (*myôji* 名字) dans des circonstances ou documents officiels. Ces distinctions statutaires qui ne portaient pas sur la possession d'un nom de famille à proprement parler, mais sur les conditions de son usage, expliquent le préjugé tenace selon lequel seuls les guerriers et la noblesse de cour auraient bénéficié du privilège de porter un nom de famille sous les Tokugawa²⁵.

24. Cf. Yoshida, *op. cit.*

25. Les textes législatifs du shogounat ou des fiefs qui encadraient l'usage officiel des noms de familles pour les roturiers, en les associant fréquemment au privilège du port des deux sabres, le limitaient en général aux catégories suivantes : les familles pouvant justifier leur ascendance guerrière ; des individus récompensés pour actes méritoires (arrestation de malfaiteurs, parangons de piété filiale, bienfaiteurs des pauvres, etc) ; des personnages occupant certaines charges officielles et leurs descendants. Ces privilèges

Yamamoto Eiji a cependant établi qu'en 1705, les autorités shogounales qui administraient les secteurs concernés de Kai ne reconnaissaient pas de distinctions particulières à des maisons paysannes de *rônin*, et que les familles officiellement dotées de privilèges, consistant dans des exemptions fiscales ou des allocations en riz, n'étaient apparemment que quatre, dont une seule figurera parmi les *rônin* du siècle suivant ; les autres étaient plutôt, semble-t-il, des artisans privilégiés. Au début du xviii^e siècle le shogounat n'accordait donc encore qu'à titre tout à fait exceptionnel des marques de distinction statutaire à une seule maison paysanne descendante de vassaux des Takeda qui pouvait produire un document signé du célèbre Takeda Shingen pour prouver ses origines.

À l'ère Kyôhō cependant, une famille de gros propriétaires du village de Shimo-Ijiri 下井尻村, les Kinuta 衣田, demandèrent aux autorités shogounales que leur soit reconnu un statut spécial d'anciens *rônin* des Takeda. L'occasion se présenta en 1724 lors du transfert du territoire où ils résidaient au domaine shogounal. En de telles occasions, des enquêtes étaient en effet menées par le nouveau pouvoir seigneurial afin de mieux appréhender l'état de ses possessions, et parmi les renseignements collectés figurait la présence ou non de *rônin*, c'est-à-dire de guerriers sans maîtres, parmi les habitants. On voulait savoir d'où ils venaient, quels étaient leurs anciens maîtres, s'ils continuaient à porter le sabre, etc. Les Kinuta réagirent rapidement en affirmant à l'intendant shogounal que, bien que devenus paysans, leurs ancêtres étaient issus d'un clan guerrier prestigieux, qu'ils portaient toujours le sabre, et que « leurs parents continuaient à servir comme guerriers en divers endroits », raisons qui leur semblaient justifier une demande d'être reconnus eux aussi comme *rônin*. En l'état, on peut voir dans cette requête des Kinuta une manifestation de regret ou de nostalgie pour la dégradation statutaire qu'avait du subir leur famille, un sentiment qui se rencontre parfois dans des maisons de notables villageois de cette époque²⁶.

À l'appui de leur sollicitation, les Kinuta fournissaient des documents censés servir de pièces justificatives, des lettres des Takeda, mais aussi de personnages aussi considérables que Tokugawa Ieyasu, Toyotomi Hideyoshi ou encore d'un des hommes de confiance de ce dernier, Ishida Mitsunari 石田三成, toutes datées de la fin du xvi^e siècle. Plus vénérable encore, les archives familiales recelaient une lettre de Minamoto no Yoritomo (pas moins !), datée de 1185, attestant par son existence que les origines de cette maison se confondaient avec l'établissement de la domination guerrière sur le reste de la société. Il est souvent

furent toutefois longtemps accordés avec parcimonie. Mais à la fin du shogounat, on pouvait carrément acheter le droit de porter un nom dans certains fiefs, contre des contributions au rétablissement des finances seigneuriales.

26. Cf. Yoshida, *op. cit.*

difficile de se prononcer sur l'authenticité des documents de la période d'Edo, car ils ne subsistent parfois que sous forme de copies ; les lettres des Takeda, selon Yamamoto Eiji, semblent en tout cas de bonne facture, et composées selon les règles. En revanche, les autres documents ont en commun d'être des contrefaçons grossières, repérables au premier coup d'œil. Peut-être conscients que le seul fait de descendre d'une ancienne famille liée aux Takeda n'avait en soi rien de si exceptionnel dans la province de Kai, les Kinuta avaient dû estimer nécessaire de conforter leurs ambitions avec des pièces susceptibles de rehausser leur prestige, quitte à les forger. Là encore, il est difficile de savoir si ces fausses lettres furent fabriquées à l'époque où la requête fut présentée à l'intendant shogounal, ou bien si elles se trouvaient dans la famille déjà auparavant. En tout cas, elles n'avaient apparemment pas servi jusqu'alors pour des sollicitations auprès des autorités.

Il est probable, comme le fait remarquer Yamamoto, que cette envie des Kinuta de se voir distingués des autres villageois était liée aux évolutions qui travaillaient les sociétés rurales de cette époque. Jusqu'à la fin du xvii^e siècle en effet, les notables des villages, qui assuraient aussi fréquemment les fonctions d'officiers ruraux, étaient en général des descendants de petits seigneurs de la fin du Moyen Âge qui continuaient plus ou moins à maintenir les paysans sous leur influence. Mais avec l'affirmation de la petite propriété indépendante, leur domination sur les villageois fut peu à peu battue en brèche par la mise en place d'institutions communautaires qu'ils ne pouvaient plus complètement contrôler. Cependant, loin de disparaître, ces familles de notables ruraux, un peu partout dans l'archipel, commencèrent au xviii^e siècle à accumuler des terres et à se transformer en gros propriétaires fonciers, ce qui leur permit de se maintenir au premier rang de leur village²⁷. C'est précisément le chemin dans lequel s'étaient engagés les Kinuta au moment où ils déposèrent leur demande, et, comme l'expliquait le chef de maison dans ses recommandations à ses descendants, son désir de voir reconnaître sa maison comme *rônin* était motivé par sa volonté de rendre hommage à ses ancêtres et de faire prendre conscience de l'ancienneté de leur maison aux membres présents et à venir de sa famille.

On retrouve donc ici la même expression d'une conscience lignagère que chez les Ishiguro de Kanazawa au début du xix^e siècle ; mais elle visait sans doute, dans le cas des Kinuta, à réaffirmer leur place de notables en se conformant aux critères d'honorabilité de la condition dominante, après qu'ils eurent reconstruit

27. Cette transformation des élites villageoises, basée sur le développement du métayage, a été mise en lumière notamment par les travaux de Sasaki Junnosuke. On trouvera un exposé de ses conclusions dans le sixième chapitre de son ultime ouvrage (posthume) : Sasaki Junnosuke, *Edo jidai-ron*, Tokyo, Yoshikawa kôbunkan, 2005.

leur prééminence locale sur des fondements de nature plus économique que statutaire. Lorsqu'au xvii^e siècle, leur préséance au village était encore admise par tous, sous le poids des héritages médiévaux, les Kinuta n'avaient guère à se soucier de légitimer leur position sociale. Mais au xviii^e siècle, il n'en allait apparemment plus de même, et avec le développement de l'usage de l'écrit dans tous les domaines de l'existence, la seule tradition orale ou le témoignage de bonne foi ne suffisait plus pour fonder des revendications : il fallait des archives, quitte au besoin à en inventer, un phénomène que l'on remarque d'ailleurs dès la fin du Moyen Âge dans les provinces du Kansai, les plus développées à cette époque²⁸. En dépit de l'aspect plus que douteux des pièces produites, elles suffirent pour convaincre les autorités shogounales puisque les Kinuta obtinrent ce qu'ils désiraient, la reconnaissance de leurs origines de *rônin*, et celle du port d'un nom et des sabres. Certains officiers shogounaux se laissaient volontiers corrompre, mais nous n'en avons pas de preuves dans ce cas précis.

Par la suite, d'autres familles de notables de Kai cherchèrent à obtenir les privilèges du port du nom de famille et du sabre. Yamamoto a étudié en détail le cas des Ijiri 井尻, résidant eux aussi dans le même village que les Kinuta²⁹. Apparemment, cette maison ne s'était guère souciée de ses archives familiales avant le milieu du xviii^e siècle, moment à partir duquel certaines pièces furent fournies aux intendants shogounaux en même temps que les généalogies. Il est difficile de juger de l'authenticité des documents qu'elle prétendait détenir, mais il semble bien que ce n'est qu'à la fin des années 1790 qu'elle entreprit d'en faire usage pour en tirer à son tour quelque honneur et hausse de statut. À l'occasion d'une vérification des droits de familles rurales dotées de divers privilèges en 1799, les Ijiri eux aussi demandèrent aux autorités shogounales de reconnaître les origines guerrières de leur maison par des marques distinctives. Il faut remarquer cependant que leurs prétentions se heurtèrent apparemment à la mauvaise volonté de certains membres des communautés villageoises, et qu'il leur fallut plusieurs années pour parvenir à leurs fins.

En 1806, ils revinrent à la charge en soulignant que cette même année, des enquêteurs envoyés par le shogounat pour rédiger une *Monographie de la province de Kai* [*Kai no kuni chishi* 甲斐国地誌] leur avaient rendu visite et examiné leurs archives. Au début du xix^e siècle en effet, le shogounat lança plusieurs entreprises d'enquêtes historiques, dont les plus célèbres furent celles

28. Un des exemples les plus célèbres concerne les documents apocryphes utilisés lors de la longue dispute commerciale entre les communes rurales d'Imabori et de Honai dans la province d'Ômi aux xv^e et xvi^e siècles. Sur la falsification des archives au Moyen Âge, cf. Amino Yoshihiko, *Nihon chûsei shiryôgaku no kadai : keizu, gimonjo, monjo*, Tokyo, Kôbundô, 1996.

29. Yamamoto Eiji, *op. cit.*

qui aboutirent à la rédaction des *Chroniques véritables des Tokugawa* [*Tokugawa jikki* 徳川實紀]. Cette œuvre historiographique conduite par Hayashi Jussai 林述齋, directeur du Centre d'études Shôheizaka (*Shôheizaka gakumonjo* 昌平坂学問所), l'académie confucéenne officielle du shogounat à partir de 1797, mettait sans doute en œuvre des projets remontant à l'ère Kansei (1789-1801) et aux réformes politiques de Matsudaira Sadanobu 松平定信. Ce dernier avait fait rassembler à partir de 1789 des informations sur les lignées guerrières qui servirent de base à la confection des *Généalogies vérifiées des maisons de l'ère Kansei* [*Kansei chôshû shokafu* 寛政重修諸家譜], achevées sous la direction de Jussai en 1812. Les *Généalogies vérifiées* devaient compléter et rectifier les informations sur les lignages guerriers consignées à l'ère Kan'ei, un siècle et demi auparavant. Plusieurs hypothèses ont été émises sur les motivations de ce soutien du pouvoir shogounal à la recherche érudite ; il semble établi que dans la lignée des réformes mises en œuvre par Matsudaira Sadanobu, les autorités guerrières cherchaient ainsi à réaffirmer leur autorité et leur légitimité face à la grave crise que traversa le régime à la fin du XVIII^e siècle, dans un climat intellectuel marqué par la montée de l'intérêt pour les antiquités nationales³⁰. En tout cas, les recherches documentaires menées dans les villages pour écrire des monographies comme celle concernant la province de Kai, firent prendre conscience aux notables locaux de la valeur qu'on accordait aux archives, en même temps qu'elles répandirent l'intérêt pour l'histoire. Il est d'ailleurs significatif que la généralisation de l'écriture des généalogies regorgeant d'approximations ou de parentés fantaisistes pour en prolonger l'antiquité, se situe justement au début du XIX^e siècle, au moment où se multiplient les travaux d'érudits locaux.

Ainsi, bien que nous ne puissions pas identifier avec certitude les sources qui ont inspirés les Ishiguro de Kanazawa, l'épisode central de leur légende familiale, la chute du château de Kibune, est également relaté dans des ouvrages comme la *Monographie sur les trois provinces d'Etchû, Noto et Kaga* [*Ettoga sanshû-shi* 越登賀三州志] rédigée par un érudit local, Toda Kagechika 富田景周(1746-1828), entre la fin du XVIII^e et le début du XIX^e siècle, ou dans diverses monographies sur les châteaux d'Etchû. La captation d'un héros homonyme par la généalogie des Ishiguro/Fukuhisaya s'inscrivait donc dans un contexte culturel qui valorisait les événements et vestiges locaux, et manifestait

30. Les raisons de cet intérêt des autorités shogounales de la fin du XVIII^e et du début du XIX^e siècle pour l'écriture de l'histoire ont fait l'objet de débats fournis entre spécialistes. On lira en particulier : Fukaya Tatsumi, « Kinsei no shôgun to tennô » in *Kôza nihon rekishi* 6 *Kinsei* 2, Tokyo, Tôkyô daigaku shuppankai, 1985, et Fujita Satoru, « Kansei-ki no chôtei to bakufu » in *Rekishigaku kenkyû sôkangô* 599, Tokyo, 1989.

une forme de progrès de la connaissance historique. Les développements sur les ancêtres médiévaux des Ishiguro que l'on trouve dans la généalogie rédigée par le seizième maître de maison, ou encore ses remarques sur les circonstances de l'implantation des Fujiwara dans le Hokuriku, en particulier la référence au personnage légendaire de Fujiwara no Toshihito³¹, sont peut-être des indices d'une relecture et d'une incorporation des traditions locales dans les histoires familiales, stimulées par le développement de l'érudition dans les provinces à cette époque.

L'étude par Yamamoto des *rônin* de Kai jette un éclairage intéressant sur la question des « guerriers campagnards » (*gôshi* 郷士), ces lignages de vassaux seigneuriaux qui, dans certains fiefs, continuèrent à résider dans les villages, alors que la plupart des guerriers avaient été regroupés dans les villes seigneuriales au début de la période prémoderne. Les prétentions à la respectabilité guerrière des Kinuta ou des Ijiri ne servaient pas seulement leur vanité ou leur volonté d'asseoir leur position dans une situation sociale des villages de plus en plus instable, avec une domination des grands propriétaires terriens d'autant plus contestée qu'elle devenait plus pesante. Les autorités shogounales semblent aussi avoir trouvé leur compte dans la validation de généalogies pourtant étayées sur des preuves plutôt douteuses. Reconnaître à ces familles des ancêtres à l'époque de Kamakura ou dans l'entourage impérial avait l'avantage de lier ces élites rurales au régime shogounal qui leur accordait les marques de distinctions statutaires : après tout, les guerriers n'avaient pas procédé autrement avec leurs propres généalogies.

Il n'est guère étonnant que ces notables villageois qui se rengorgeaient de leurs origines guerrières aient été particulièrement tentés de trafiquer leurs généalogies pour les mettre à niveau de celles de l'aristocratie dont ils espéraient des marques de reconnaissance. Dès la seconde moitié du xvii^e siècle, c'est dans ce milieu qu'apparaît un personnage comme Sawada Satoshige 沢田郷重 (*alias* Sawada Gennai 沢田源内), qui va laisser une réputation quasi légendaire de fabricant de généalogies truquées. Bien qu'il ait d'abord, semble-t-il, œuvré pour sa propre gloire et celle de sa famille, ses « travaux » et les ouvrages qui lui sont attribués vont combler des générations d'individus désireux de rectifier l'histoire par des reconstructions fantaisistes³². L'imprégnation de la culture

31. Fujiwara no Toshihito est un noble du début du x^e siècle, gouverneur dans plusieurs provinces de l'Est ; il épousa la fille d'un notable de la province d'Echizen, ce qui explique que beaucoup de traditions dans le Hokuriku soient liées à ce personnage. Il a laissé un souvenir légendaire de guerrier valeureux.

32. On attribue, entre autres, à Sawada Gennai la confection du *Miroir des guerriers Minamoto d'Ômi* [*Kôgen bukan* 江源武鑑], un ouvrage déformant à dessein la généalogie du clan Rokkaku dont Gennai prétendait descendre.

populaire par de nouvelles formes de références historiques, jointe à l'apparition de catégories sociales montantes à la ville comme à la campagne, explique que la fabrication de fausses généalogies soit devenue une activité professionnelle à part entière au cours de la période d'Edo, à partir de la fin du xvii^e siècle. Ce métier put longtemps compter pour prospérer sur des samourais désireux d'allonger leurs listes d'ancêtres, mais au xix^e siècle, sa clientèle s'étendait à toutes les catégories sociales capables de s'offrir ce genre de services. Ces spécialistes n'étaient plus nécessairement des nobles de cour ou des religieux réguliers, voire des aveugles apprenant des généalogies par cœur³³, mais des savants ou des pseudo-érudits, ayant acquis au moins un vernis d'historien, du type de ceux qui se multiplièrent dans les sociétés urbaines ou rurales au fur et à mesure que l'éducation se répandait dans l'archipel. C'est ainsi qu'un nom comme Tabata Kiemon 田端喜右衛門, qui vivait au début du xix^e siècle, est passé à la postérité chez les généalogistes pour la qualité de ses contrefaçons. Le shogounat pouvait bien tenter de temps en temps de remettre de l'ordre en punissant pour l'exemple un *rônin* qui s'attribuait sur son arbre généalogique des titres auquel il n'avait pas droit, ou en rappelant que sur ses territoires, hors autorisation spéciale, les paysans n'avaient pas à porter de nom ; mais les interdictions concernaient soit l'usage officiel des généalogies, soit l'usurpation de titres, et en dehors de cela, chacun pouvait se réclamer des ancêtres qu'il voulait tant qu'il ne cherchait pas l'assentiment des autorités (et n'enfreignait pas les règles de la bienséance). Comme nous l'avons vu, même la tentative à la fin du xviii^e siècle des réformateurs de l'ère Kansei pour vérifier les généalogies guerrières n'avait en fin de compte abouti qu'à stimuler la recherche d'ancêtres chez les notables : la volonté shogounale de dominer l'histoire ne pouvait plus désormais imposer une seule lecture du passé.

Conclusion

Les études sur les généalogies et les histoires des « origines » (*yuisho* 由緒) qui incorporent notamment les résultats des travaux d'Eric Hobsbawm sur l'« invention des traditions » ont connu une certaine vogue dans les années quatre-vingt-dix au Japon³⁴. Dans un pays dont la « tradition » est si souvent donnée comme une clef universelle de lecture de sa civilisation, les

33. On signale à l'époque d'Edo plusieurs personnages portant comme nom personnel Genshin 玄信 (par exemple Sasaki Genshin 佐々木玄信), sur lesquels on sait à vrai dire peu de choses sinon qu'ils étaient experts dans la confection de généalogies, et aveugles.

34. Eric Hobsbawm, Terence Ranger (dir.), *L'Invention de la tradition*, traduit par Christine Vivier, Paris, Éditions Amsterdam, 2006.

recherches des historiens japonais ont profondément modifié nos lectures de la documentation disponible retraçant l'histoire des divers groupes sociaux, des familles aux communautés villageoises ou professionnelles. Elles ont aussi ouvert des perspectives nouvelles concernant les évolutions des représentations de l'individu et des groupes sociaux au cours de la période d'Edo et dans la période de transition vers la modernisation de Meiji.

À la fin du Moyen Âge, et encore au début de la période d'Edo, toutes les catégories sociales ne partageaient visiblement pas la même conscience historique. Se réclamer d'ancêtres prestigieux n'était une nécessité que pour l'aristocratie de la cour impériale et celle des seigneurs de la guerre désireux d'habiller leur pouvoir dans les formes vénérables du système curial. La réalité des lignages elles-même ne posait guère de problème hors de la cour, car s'approprier des ancêtres pour en faire les instruments d'une stratégie politique ne choquait pas grand monde. Quant aux petits seigneurs locaux, leur enracinement dans des villages qu'ils dominaient devait leur suffire. Prouver l'ancienneté de leurs aïeux importait bien moins pour leur légitimité que leur capacité à faire reconnaître leurs droits acquis par une puissance régionale ; et se prétendre vaguement d'ascendance Minamoto ou Taira ne nécessitait pas encore d'exhumer toute une succession d'ancêtres authentifiés pour s'en justifier.

Tout change avec la stabilisation sociale de la période d'Edo : le shogounat, en s'affirmant comme l'ultime détenteur de la légitimité guerrière, obligea alors non seulement les maisons de *daimyô*, mais aussi le reste des samourais, à fixer leurs généalogies. Cette mise sous tutelle des lignages rappelle le processus qui, vers la même époque, établit en France la mainmise du pouvoir royal sur la légitimation du statut de gentilhomme, au moyen des enquêtes de noblesse notamment³⁵. La condition guerrière se trouvait désormais liée à la notion d'ancienneté des lignages, et les *bushi* 武士 devenaient un groupe social issu d'ancêtres bien précis (mais avec la souplesse que laissait la pratique de l'adoption).

C'est cette place nouvelle occupée par les lignages dans la définition des maisons guerrières qui, en dépit des velléités de contrôle du shogounat, allait provoquer une production croissante de généalogies truquées. En imposant l'ancienneté familiale comme critère d'honorabilité pour la condition dominante, le shogounat avait fourni un modèle pour toutes les élites roturières désireuses d'asseoir leur notabilité, et de préserver leur patrimoine. La conscience lignagère,

35. D'après le *Traité de noblesse* de Gilles-André de La Roque (1678), chaque noble, pour être reconnu comme « noble de race », devait « faire description de sa généalogie et de sa race, jusqu'à quatre degrés », selon des lettres patentes de 1484 et 1583. Cependant le contrôle par le pouvoir royal des légitimités de la prétention à la noblesse ne s'imposa vraiment qu'à partir du xvii^e siècle.

qui se répand dans les catégories supérieures des sociétés urbaines et rurales avec la prospérité du xvii^e siècle, montre que les modèles familiaux des élites se coulaient dans le modèle de la famille-souche tel que la condition guerrière l'avait adopté. La fabrication des généalogies n'était d'ailleurs qu'un moyen parmi d'autres pour accéder à la respectabilité qui s'attachait au lien avec la condition guerrière : les achats de noms de famille de petits vassaux déguisés sous des adoptions³⁶ sont aussi bien connus. De tels phénomènes ne sont naturellement pas propres au Japon, mais il est intéressant de constater qu'on observe en Corée à la même époque une multiplication similaire des généalogies douteuses, aboutissant à l'inflation du nombre de familles se réclamant d'origines aristocratiques, alors que celui des serfs ne fit que diminuer jusqu'à l'ouverture du pays³⁷.

Le processus d'élaboration des généalogies dans la maison Ishiguro/Fukuhisaya de Kanazawa est assez exemplaire, en ce qu'il retrace bien des évolutions plus générales décrites par Kurushima Hiroshi³⁸ : une apparition de ces généalogies roturières à la fin du xvii^e siècle, des changements marqués dans leur nombre et leurs contenus à partir de la fin du xviii^e, et enfin leur généralisation au xix^e. La confection de généalogies ne bénéficiait pas seulement aux entités sociales qui les revendiquaient, mais aussi à ceux qui étaient en position de certifier la véracité d'une ascendance. Les travaux d'Ochiai Nobutaka sur les Iwamatsu de la province de Kôzuke ont montré que cette maison guerrière au nom prestigieux, mais au territoire étriqué, avait pu redorer son blason au xix^e siècle en reconnaissant la prétendue ascendance guerrière de famille de gros paysans, et en formant ainsi autour d'elle une clientèle locale³⁹.

La fabrication de généalogies par les élites sociales montantes constituait un phénomène profondément ambivalent : d'un côté, elle semblait accréditer et conforter les principes d'organisation et de hiérarchie de la société d'ordres ; mais de l'autre, elle les subvertissait, en faisant perdre son caractère discriminant à la possession ou non d'origines anciennes. La multiplication des individus prétendant descendre d'une grande famille guerrière, jusque dans le moindre village, explique sans doute pour partie l'érosion du prestige qui s'attachait à

36. Sur les divers moyens employés à l'époque d'Edo pour accomplir une élévation statutaire de sa famille, cf. Fukaya Tatsumi, *Edo jidai no mibun ganbô, miagari to ueshita nashi*, Tokyo, Yoshikawa Kôbunkan, 2006.

37. Cf. Son Pyônggyu, *Hojôk 1606-1923*, Séoul, Hyumônisûthû [Humanist], 2007, p. 285 sq.

38. Kurushima Hiroshi, Yoshida Nobuyuki (eds.), *Kinsei no shakai shûdan, yuisho to gensetsu*, Tokyo, Yamakawa shuppansha, 1995, p. 327.

39. Ochiai Nobutaka, «Nitta-Iwamatsushi to yuisho deiri no hitobito», in *Gunma daigaku kyôyôbu kiyô* (Gunma journal of liberal arts and sciences), 26/1, 1992.

la possession d'un nom de famille. Mais à la fin du régime des Tokugawa, on s'aperçoit que la prétention au rang de vassal pour un ancêtre fondateur n'est même plus indispensable pour affirmer l'existence d'une lignée et revendiquer son identité. En témoignent diverses affaires, lorsque des villageois ordinaires, sans même plus se prévaloir d'un ancêtre quelconque, réclamèrent le droit de faire usage d'un nom de famille et de bénéficier de marques d'honorabilité comme le port de certains costumes à l'occasion de cérémonies⁴⁰. Cette situation est sans doute aussi à mettre à l'arrière-plan de la banalisation du port du nom de famille décrétée par les gouvernants de Meiji, lors de la mise en place d'un système moderne d'état-civil.

Nous avons souligné que l'écriture des généalogies au xix^e siècle paraît avoir été influencée par le développement de l'érudition locale. Mais en prolongeant toujours plus loin l'histoire familiale, les particuliers de l'époque d'Edo finissaient par déboucher sur un nombre réduit d'options pour se choisir des ancêtres, celles qui avaient déjà été établies pour les généalogies guerrières : grands clans guerriers, grands lignages de l'aristocratie curiale, et pour finir, la maison impériale sous une forme ou sous une autre. À une époque où le goût de l'histoire se répandait dans la population, il est vraisemblable que le besoin de rattacher avec une sophistication croissante les traditions familiales à un passé de plus en plus lointain, qui dépassait même le cadre socio-politique du Japon des Tokugawa, exprimait des changements profonds dans la perception du rapport entre les individus et l'histoire où ils s'inscrivaient. Sans doute peut-on l'interpréter comme une manifestation de nouvelles formes d'une conscience historique nationale, rassemblant les origines des Japonais dans un passé commun. Bien évidemment, chaque écriture généalogique répondant à des motivations et des circonstances particulières, on doit se garder de les considérer comme un genre uniforme et rester attentif à leur diversité. La question ne se pose pas moins de la manière dont cette soif de légitimité historique a pu être récupérée ou assimilée par la nouvelle entreprise de construction nationale de l'ère Meiji et mise aussi au service de la reconfiguration des élites dirigeantes, dans un contexte d'exploitation de la figure patriarcale du Tennô qui devait subsumer tous les éléments de l'identité japonaise.

40. Takemitsu, *op. cit.*, p. 140-142.